

## LE DOSSIER | La sécurité à tout prix ?

Propos recueillis par Anna Demontis, chargée de projet éditorial à l'ACAT

# BIENVENUE DANS L'ÈRE SÉCURITAIRE



**Sociologue et militant anti-sécuritaire, Mathieu Rigouste est notamment l'auteur de *État d'urgence et business de la sécurité*, paru en 2016 chez Niet Éditions. Il revient sur le rôle de la peur dans l'avènement de ce qu'il nomme « l'ère sécuritaire ».**

### Quel rôle joue la peur dans l'acceptation des discours sécuritaires par les populations ?

**Mathieu Rigouste :** Elle joue un rôle central. Dans l'ère sécuritaire, les États-nations font un usage industriel des logiques de gestion par la peur. Pour faire fonctionner une société inégalitaire, il faut masquer la réalité des rapports de domination et le rôle joué par les dominants. Dans ce cadre, ces derniers ont intérêt à fabriquer des figures de l'ennemi chargées de développer des comportements, des habitudes et des manières de penser au sein de la population. L'objectif est de concentrer la population autour du souverain, plutôt que de la laisser se donner les moyens d'une analyse critique et d'une résistance pour aller vers une société égalitaire. Au XX<sup>e</sup> siècle, le contrôle est devenu un marché. En plus des intérêts politiques, il y a désormais des intérêts économiques à générer des logiques de peur. D'une part, dans le champ médiatique qui est devenu un véritable marché du spectacle de la terrorisation. D'autre part, parce que cela justifie la mise sur le marché de doctrines, de matériels, d'équipements et d'unités chargés de lutter contre ces « menaces » désignées

par les institutions « de défense et de sécurité », qui sont elles-mêmes complètement intégrées au système industriel militaro sécuritaire. On peut inventer autant de peurs que l'on veut. Théoriquement, un marché capitaliste organisé autour de la peur serait donc inépuisable. L'État, en l'impulsant et le soutenant, met sur pied une forme de keynésianisme militaro-sécuritaire.

### En quoi l'État d'urgence y participe ?

**M. R. :** L'État d'urgence est un dispositif symbolique qui permet à l'État de suspendre le fonctionnement « normal » des institutions, en se donnant les moyens de la guerre intérieure, ce qui signifie les moyens d'expérimenter ce qu'il veut – des procédures d'exception – pour ramener ce qu'il appelle l'ordre public et masquer le fait qu'il cherche à reproduire l'ordre social. Cela permet de tester toute une série de nouveaux fonctionnements de surveillance, de répression et de nouvelles manières de quadriller militairement le territoire, qui sont autant de marchandises mises sur le marché mondial.

### Pourtant, on peut dire que la menace terroriste exacerbe le sentiment de peur et que les pouvoirs publics ne font qu'y répondre en proposant des solutions pour plus de sécurité ...

**M. R. :** La menace des attentats remonte au début des années 1980. Le développement continu de l'ère sécuritaire et de l'antiterrorisme n'a pas du tout permis de faire régresser ce phénomène. Il l'a même mis en avant et l'a nourri. On s'en rend compte avec Daech : en le désignant comme l'ennemi, les États et les médias le coproduisent. Par exemple, une partie des jeunes qui

s'embarquent dans des carrières djihadistes ont connu une vie complètement écrasée par les systèmes de domination auxquels l'État participe (oppression policière, misère, ségrégation raciale, etc.). L'antiterrorisme participe à la coproduction du terrorisme, – avec l'emploi de l'infiltration et la « surveillance par gestion de réseaux » par exemple – tout comme l'ère sécuritaire coproduit les ennemis et les peurs dont elle se nourrit, pour étendre le marché de la peur et des formes de souveraineté politique.

### Qu'appellez-vous l'ère sécuritaire ?

**M. R. :** Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, notamment à travers les deux guerres mondiales, s'établissent dans les classes dominantes mondiales des strates liées au marché de la guerre permanente. C'est l'avènement des complexes militaro-industriels. Après 1968, pour continuer à restructurer le capitalisme, de nouveaux marchés ont été créés. Une des solutions a été de fabriquer un sous-marché de la guerre permanente qui regroupe la guerre de basse intensité, la guerre intérieure et les guerres policières sous le terme de « sécurité ». Avec le renforcement et l'organisation du mouvement ouvrier, l'organisation de nouvelles formes de lutte, des mouvements révolutionnaires ou de libération, il devenait de plus en plus difficile et coûteux pour les États de contrôler les classes populaires. C'est pourquoi l'ère sécuritaire a propulsé des formes de sous-traitance du contrôle, de la surveillance et de la répression : les harkis pendant la Guerre d'Algérie [qui ont été alors engagés par l'armée française comme soldats irréguliers, ndlr], les médiateurs ou les vigiles. Il y a aussi la création de dispositifs comme celui des voisins vigilants. Bref, tout ce qui consiste à créer un ennemi de convenance en divisant les « population cibles ». Dans le même temps, il y a une logique de rentabilisation du pouvoir, il s'agit de faire participer les dominés à leur propre asservissement.

### Est-il exact de parler d'un « cercle vicieux de la peur » ?

**M. R. :** L'économie capitaliste produit ce cercle vicieux et l'État, en gérant les cadres économiques et la désignation officielle des « menaces », y participe. Cela fait d'ailleurs partie de ses fonctions. Mais l'expression « cercle vicieux » est un peu piégée car elle donne l'impression d'un engrenage dont les acteurs principaux voudraient s'échapper. En réalité, les États ne veulent pas du tout en sortir. Ils profitent de cette logique qui leur permet de justifier les guerres néo-coloniales, l'écrasement policier des quartiers populaires ou encore l'édification d'un complexe carcéral.

« Dans l'ère sécuritaire, les États-nations font un usage industriel des logiques de gestion par la peur. »

© Illustration : Yasmine Gabeau pour l'ACAT

## PEUR SUR L'ÉCOLE

Après les attentats de novembre 2015, le ministère de l'Éducation nationale demandait aux établissements scolaires de se préparer à l'éventualité d'une attaque terroriste. Exercices de confinement et simulations d'attentats sont venus s'ajouter à la longue liste des entraînements déjà existants, par exemple en cas d'incendie ou de catastrophe naturelle. Et si la multiplication de ces simulations ne ferait qu'exacerber le sentiment de peur, en conditionnant les enfants à l'idée que l'on n'est jamais en sécurité ? Plusieurs enseignants ont, dans tous les cas, dénoncé une mesure anxiogène pour les élèves. Certaines écoles primaires parisiennes ont même refusé de réaliser l'exercice. Le syndicat des enseignants du premier degré a en effet estimé qu'il était inutile de faire revivre aux enfants le traumatisme des attentats, même à travers une simulation.

### Comment réagissent les dominés face à cette volonté de contrôle ?

**M. R. :** L'ère sécuritaire suit une logique de restructuration des systèmes de domination traditionnels, comme le patriarcat, le racisme et le capitalisme, pour permettre aux dominants de continuer à gérer le système malgré la multiplication des résistances. Celles-ci existent bel et bien du côté des dominés. Dans les prisons, par exemple, ou dans les quartiers populaires contre les rénovations urbaines et les violences policières. On le voit bien avec l'affaire Adama Traoré qui est en train de devenir historique.

Partout, des résistances se construisent, même si elles ne sont peut-être pas toujours à la hauteur de la situation. Elles sont masquées par les dominants, qui mettent en place des logiques de dépossession et de mise en dépendance. Pour exploiter les gens et les dominer, il faut les avoir privés de leur autonomie, de leur culture et de leur capacité à vivre dignement. C'est pourquoi l'un des axes de cette logique de la peur est de briser les formes d'autonomie qui émergent. •



**Pour aller plus loin**

*État d'urgence et business de la sécurité.*  
Mathieu Rigouste.